



La Journée de solidarité

Département Analyses médias

Lundi 16 mai 2005

Note de veille médiatique

JT 20 H du week-end et JT 13H du lundi 16 mai

- ☹ Annonce par tous d'une "cacophonie", "grande pagaille" sociale et administrative – Panorama des perturbations dans les transports, les mairies et les écoles. Les JT sont plutôt rassurants au sujet de la RATP mais au contraire, font état des dysfonctionnements dans "89 villes de province". Focus de F3 sur l'organisation de la journée à la mairie de Rambouillet. Indications concernant les recours déposés auprès de tribunaux administratifs et les difficultés concernant l'application des décisions (exemples de la Loire, la Saône et Loire). Traité sous un angle factuel : le paiement des honoraires des médecins. Parfois sous un angle polémique, les tarifs des taxis.
- ☹ Mise en avant l'absence de prise en charge des élèves dans les écoles et l'inquiétude des parents au sujet du déroulement des épreuves du bac et de BTS. Durant le week-end, les chaînes, relayant l'appel de la FCPE à ne pas envoyer les enfants, tablaient sur de graves perturbations dans l'Éducation. Les reportages de ce midi confirment les perturbations importantes.
- ☹ Les chaînes constatent l'opposition d'une majorité des Français à la fin du lundi de Pentecôte chômé et leur donnent largement la parole à travers des micro-trottoirs au cours desquels ils expriment leur colère et leurs difficultés.
- 😊☹ S'agissant des conséquences pour le tourisme : TF1 est plutôt pessimiste tandis que F2, plutôt encourageante, montre des hôtels affichant complet. L'exemple de la fêria de Nîmes fait l'objet de reportages sur TF1 et F2 qui concluent à une moindre participation.
- 😊 Plusieurs reportages sur les 3 chaînes sur l'attribution des fonds collectés grâce à cette mesure : détails des sommes allouées aux personnes âgées et aux personnes handicapées, description des objectifs (création de places, rénovation des établissements, réactualisation des allocations, création d'emplois), et réaffirmation de la vigilance du Gouvernement à l'égard de l'utilisation des sommes collectées ("pas d'effet vignette") avec mention du travail de la CNSA.
- Les déclarations de Ph. Douste-Blazy "2 milliards ne suffiront pas à couvrir l'ensemble des besoins" sont reprises en brève.

◆ Une "pagaille" qui exprime un fort mécontentement

Les journaux évoquent dans leurs titres et commentaires le **sentiment de confusion et de disparité des situations** concernant la Journée de solidarité : "*lundi noir*", "*pagaille*", "*cafouillage*", "*flop retentissant*". Dans les JT, les nombreux reportages attestent des perturbations et des difficultés rencontrées par les usagers des services publics.

L'ensemble des commentateurs constatent l'ampleur et la profondeur de **l'impopularité de la mesure**. Rappelant qu'un premier sondage au lendemain de la canicule de 2003 avait indiqué la volonté des Français de faire œuvre de solidarité, ils estiment que l'impopularité qui s'exprime aujourd'hui traduit **un mécontentement social qui va bien au-delà de la mesure elle-même** ("l'enthousiasme des Français s'érode dans les sondages au même rythme que la côte de popularité de Jean-Pierre Raffarin" La Croix).

- ◆ La mise en oeuvre de la mesure est critiquée et "l'équipe Raffarin" souvent tenue pour responsable

Les éditorialistes **critiquent avec plus de virulence que vendredi dernier la préparation et la méthode** de la mesure.

Deux arguments sont principalement cités et partagés par les éditorialistes : d'une part **le manque de concertation sur la mise en oeuvre**; d'autre part **le manque d'égalité devant la mesure**. Ils jugent ainsi que la méthode révèle les travers de notre société, avec "un gouvernement qui veut légiférer sur tout, qui a décidé seul, sans négociation, la suppression de ce jour chômé et qui a multiplié les maladroites en faisant porter l'essentiel de cette solidarité sur les salariés en oubliant les professions libérales, les artisans ou les commerçants" (H. Lauret / France Info).

Plusieurs jugent en outre que le Gouvernement **a faussé le problème de la dépendance en y mélangeant la question de la durée du travail** (Aujourd'hui / Le Parisien). Ils expliquent ainsi le sentiment d'incompréhension des Français et la colère des syndicats.

La fermeté du Premier ministre, souvent commentée, est moins bien comprise qu'il y a 15 jours et **diversement appréciée**. Elle est parfois dénoncée, **plusieurs parlant d'entêtement ou d'autoritarisme** (Ouest France, La Provence, La Marseillaise). A l'inverse, **d'autres apprécient que le Premier Ministre n'ait pas reculé** (Les Echos) même s'ils constatent qu'il **n'a pas réussi à convaincre**.

Plusieurs font état de **l'ouverture du Gouvernement** qui s'est déclaré prêt à une éventuelle adaptation l'année prochaine. Certains comme la Tribune en concluent dès à présent que "la mesure ne devrait pas survivre en 2006".

- ◆ Le risque d'effets dommageables sur le référendum inquiète les commentateurs et alimente leur sentiment d'amertume

De nombreux commentateurs considèrent comme **inéluçtable la "pollution" du débat sur la Constitution européenne** par cette grogne contre la suppression du lundi de Pentecôte. Constatant la remontée du "non" dans les sondages, ils s'en alarment et, tout en regrettant l'amalgame entre politique intérieure et construction européenne, jugent qu'il s'agit là d'un gâchis supplémentaire, particulièrement dommageable pour l'avenir (P. Le Marc / France Inter, Aujourd'hui / Le Parisien, La Tribune, Ouest France, NRCO, Journal de la Haute Marne,)

Par ailleurs, constatant **le manque de civisme des Français**, plusieurs éditorialistes **s'inquiètent de la crise d'autorité et du peu de cas que les Français font de la loi**. Selon eux, cette attitude signe un état d'esprit corporatiste inquiétant.

Au final, les éditorialistes expriment **dans l'ensemble un sentiment d'amertume** : ils regrettent que l'idée de départ, généreuse et nécessaire, du partage de la solidarité, aboutisse à un tel fiasco, sous le coup jugent-ils du manque de préparation et de pédagogie, de maladroites politiques et d'arrière-pensées syndicales.

Risques :

- **Risque accru d'"effets collatéraux" sur le vote du référendum**
- **Accusations d'impréparation, d'autoritarisme et de "déphasage" avec les Français**

Opportunités :

- **Les besoins en matière de financement et d'aide aux personnes dépendantes sont bien compris et intégrés par les médias**
- **Bonne pédagogie des médias audiovisuels sur l'utilisation des sommes collectées et le rôle de la CNSA**